

La voix du Peuple

DE TOURAINE

Hebdomadaire édité par la Fédération d'Indre-et-Loire
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Nous sommes à un tournant de la réforme des collectivités territoriales avec l'Acte III de la décentralisation



Les élus communistes et républicains des communes de Tour(s)plus ont exposé devant la presse, mercredi 14 janvier, leur analyse des enjeux de l'Acte III de la décentralisation, placés dans la perspective de développement de l'agglomération.

Premier enjeu, une question de démocratie

Si Tour(s)plus devient une communauté urbaine, ce sera une nouvelle collectivité territoriale qui chapeautera les communes de l'agglomération, avec des compétences exclusives et renforcées. La commune est historiquement le creuset essentiel de la démocratie dans notre pays. Droite et Parti socialiste ne disent pas vouloir faire disparaître les communes, mais ils les voient de leur substance dans une sorte de consensus implicite. Les services publics de ces collectivités sont placés sur le marché, lorsqu'ils peuvent constituer une source de profit pour le capital. Les citoyens sont privés d'une de leurs capacités d'intervention : la démocratie communale. En les éloignant des centres de décision, on affaiblit leurs capacités d'intervention démocratique. L'initiative et la maîtrise des coopérations intercommunales par les élus des communes ont déjà été bien écornés par Tour(s)plus. Avec le nouveau mode d'élection des délégués communautaires par fléchage, elles échapperont totalement aux assemblées communales. Ce n'est pas un progrès et la coopération intercommunale n'a nul besoin d'une nouvelle collectivité pour faire ses preuves au service des habitants.

Deuxième enjeu, une question financière

Les injonctions de la commission européenne et la logique d'austérité de la Loi de Finances 2014 montrent la volonté de réduire les budgets des collectivités territoriales (volonté confirmée par le Président de la République, lors de sa récente conférence de presse). Sous prétexte de les faire participer à la réduction des déficits publics dont elles ne sont en rien responsables, on limite la libre administration des communes. On y

applique des politiques d'austérité, par la contrainte budgétaire. La mutualisation forcée est activée par le versement d'une carotte financière réservée à ceux qui la pratiquent. Maintenir et développer des politiques publiques, en créant de nouvelles pour répondre aux besoins croissants en matière sociale, économique, environnementale... sera de plus en plus difficile. Une communauté urbaine qui pèsera lourd, s'opposera sans doute à l'existence du département, aggravant un déséquilibre déjà important entre l'agglomération urbaine et les territoires ruraux.

Troisième enjeu, l'accentuation du désengagement de l'État

L'État participe de moins en moins au financement des collectivités territoriales. Avec les transferts de nouvelles compétences vers les communautés, cela va s'accélérer (objectif confirmé depuis par le Président de la République). On trouve des milliards d'euros pour les entreprises, sans véritable conséquence positive pour l'emploi. Par contre, on réduit copieusement les dotations aux collectivités. Loin de profiter des bienfaits d'un «État providence», les communes ont besoin de la péréquation des moyens financiers entre les territoires. Celle-ci a permis relativement une égalité d'accès des citoyens aux divers services publics. Or, elle ne s'exerce pratiquement plus qu'entre les collectivités elles-mêmes. Les communes de Tour(s)plus attendent le versement de la dotation intercommunale, (laquelle ne tient pas compte des besoins des populations concernées) pour boucler leurs budgets. De plus en plus étranglées au niveau budgétaire, elles veulent obtenir de l'agglomération ce qu'elles pensent ne pas pouvoir obtenir de l'État.

L'agglomération est trop conçue comme devant pratiquer une politique de guichet et pas assez une politique de projets.

Des propositions pour renforcer l'intervention démocratique des citoyens

Les élus communistes et républicains vont renforcer leur action en faveur d'une meilleure information des citoyens, pour favoriser leur capacité d'intervention et renforcer le fonctionnement démocratique des structures intercommunales.

Il s'agit d'aider la population tourangelle à participer plus à l'élaboration et au contrôle des projets de l'agglomération et de l'utilisation de ses moyens.

Le groupe des élus communautaires communistes et républicains s'attachera à favoriser la construction et le suivi des projets par la population elle-même. Cette démarche ne concerne d'ailleurs pas que l'agglomération tourangelle, mais tout le département. Ainsi des élus communistes seront à l'origine de la création de «Conseils de territoire» en Indre-et-Loire qui veilleront aussi à ce que l'action publique se fasse au service de tous.

Le bureau de Tour(s)plus n'a pas à être fatalement composé des maires des communes adhérentes. Ce n'est d'ailleurs pas le cas dans nombre de communautés. Redonner aux élus toutes leurs prérogatives pour porter la parole des populations au sein de l'agglomération sera un objectif. Ainsi, il faut en finir avec les commissions de Tour(s)plus où les élus devraient débattre des projets qu'ils initient, mais où ils n'ont comme seule possibilité que d'entériner les projets préparés par les technocrates. Le refus des politiques d'austérité et la priorité donnée aux choix des communes seront les axes de conduite permanents.

ÉDITO

PAS DE MODIFICATION DE LA DÉMOCRATIE SANS DÉMOCRATIE

Le Président de la République, dans le flot de son discours libéral a de nouveau annoncé un coup d'accélérateur de la destruction de la démocratie locale avec pour objectif la réduction de la dépense publique. Suppression d'un tiers des régions et "digestion" des départements par les métropoles sont désormais évoquées comme de grands progrès par les dirigeants du conseil de simplification et du gouvernement.

Pour les marchés financiers, la démocratie locale est un obstacle, une perte de temps, une dépense inutile. Les services publics locaux assurant la réponse aux besoins quotidiens et la solidarité, eux, sont devenus une cible pour contenter les appétits du MEDEF.

La décentralisation est désormais aux oubliettes avec la démocratie locale, tandis que l'État veut une simplification de l'intercommunalité en supprimant les financements croisés, en éloignant les lieux de décisions, en maîtrisant les dépenses des communes à leur place...

Nos institutions sont en train de connaître des évolutions radicales, l'un des principaux points d'achoppement est un déficit de démocratie dans la démarche sans concertation préalable que les citoyennes et citoyens se voient imposer ces réformes.

Ces évolutions éloignent les élus des citoyens, orientent les choix politiques autour des désirs des marchés, réduisent les espaces d'intervention démocratique.

Il ne doit pas y avoir de modification de la démocratie sans démocratie et toute décision doit être prise par les citoyennes et citoyens concernés eux-mêmes.

Nous appelons les citoyens et leurs élus à s'élever contre ces atteintes à la démocratie et à la souveraineté populaire.

Jean-Pierre Chipot

membre du Collège exécutif départemental du PCF 37

VOIX RAPIDE

15

C'est le nombre de régions qui semblerait être prévu avec le nouveau découpage proposé

(mais il existe plusieurs scénarios)



Éclats de VOIX !

Bibliothèque municipale de Saint-Pierre-des-Corps
Du mardi 21 janvier au samedi 1^{er} février 2014



L'EXPOSITION

En 1939, l'Espagne connaît en quelques mois l'exode le plus important et le plus soudain de son histoire.

Il est la conséquence directe de la guerre civile entre les franquistes et les républicains qui déchire le pays depuis 1936.

C'est le destin tragique de ces personnes, contraintes à vivre un exil douloureux à l'orée d'un nouveau conflit mondial, qui est présenté dans cette exposition.

LES RENCONTRES

MARDI 28 JANVIER à 18h30

Geneviève Dreyfus-Armand, conservateur général honoraire et ancienne directrice de la bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), auteure de plusieurs ouvrages dont *L'Exil des Républicains espagnols en France : de la Guerre civile à la mort de Franco* (Albin Michel, 1999)
> Intervention sur le destin des réfugiés espagnols en France en 1939, bibliothèque municipale.

Bibliothèque municipale - Entrée libre
Renseignements au 02 47 63 43 17

LE SPECTACLE

VENDREDI 31 JANVIER à 21h00

Suzana Azquinez
Exils d'Espagne, de la Retirada à nos jours
« Le spectacle écrit et joué par Susana Azquinez parvient avec brio et justesse à retracer cette histoire collective au travers de destins individuels. Placé dans la longue lignée des exils forcés de ceux qui sont contraints de quitter leur pays pour échapper à des régimes dictatoriaux, ce spectacle émouvant et fort acquiert une résonance très contemporaine. »
Geneviève Dreyfus-Armand.

Tarif unique 10€
Renseignements au Centre Culturelle Communal
au 02 47 63 43 15

Vœux

● Samedi 25 janvier 2014
LES COMMUNISTES
tourangeaux
vous invitent aux vœux
Samedi 25 janvier
à 11h00

Salle Polyvalente de la Milletière
rue Christian Huygens
à Tours

● Lundi 27 janvier 2014
Vœux de la section PCF
de l'Est tourangeau
à Montlouis-sur-Loire
à 18h30 Salle Rabelais

ABONNEZ-VOUS !

Je m'abonne au journal La Voix du Peuple

3 mois : 10 €
 6 mois : 20 €
 1 an : 40 €

Demandeurs d'emplois et étudiants :
 6 mois 13 € (sur pièce justificative)
 1 an : 26 €

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE
MAIL

Coupon à retourner avec votre règlement
à La Voix du Peuple,
35 rue Bretonneau - BP 5805 - 37058 TOURS CEDEX

Le libéralisme en débat / Francis Wurtz à Tours

Francis Wurtz, dirigeant communiste qui fut longtemps député européen, était à Tours le 16 janvier à l'invitation de plusieurs organisations locales.

Dans le cadre des soirées CNP du cinéma Studio, il était venu débattre de l'Accord de Partenariat Transatlantique. Il s'agit d'un projet de traité de libre échange entre les États-Unis et l'Union Européenne dont les négociations sont tenues secrètes.

Auparavant, dans l'après-midi, Francis Wurtz s'était entretenu avec des militants communistes au siège de leur fédération départementale à propos des élections européennes du 25 mai prochain qui se tiendront dans une crise profonde du capitalisme financiarisé qui dure depuis 5 ans.

La salle n°4 du Studio était comble, ce qui a agréablement surpris les organisateurs.

Le débat fut précédé par la projection d'un petit film intitulé "Les déportés du libre échange". On y découvre les conséquences catastrophiques de l'ALENA (libre échange entre les États-Unis et le Mexique) qui a provoqué la ruine des paysans mexicains. Ceux-ci ont dû émigrer clandestinement aux États-Unis où ils travaillent pour des salaires de misère qu'ils envoient à leurs familles pour qu'elles ne

meurent pas de faim.

Ce projet de grand marché transatlantique vise à ce que les législations en vigueur, tant en Europe qu'aux USA, se plient aux règles établies PAR et POUR les multinationales américaines et européennes.



Cela n'est pas sans rappeler le projet de l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement), dont la révélation en 1998 avait permis aux peuples de se mobiliser et d'obtenir son annulation. Dans l'esprit des dirigeants américains, il s'agit de pérenniser l'hégémonie du bloc occidental face aux pays émergents, notamment la Chine.

Un projet de traité similaire existe aus-

si entre les États-Unis et certains pays asiatiques "pro-occidentaux" comme le Japon.

Les enjeux sont considérables.

Pour les normes, les Américains entendent nous imposer la viande aux hormones, les poulets au chlore, les OGM, le gaz de schiste... Les gouvernements et les parlements n'auraient plus aucun pouvoir en la matière et pourraient être attaqués devant des tribunaux "privés" s'ils émettaient des lois qui aillent dans un sens limitant les profits des multinationales.

C'est un choix de société. Pour mettre ce projet en échec, il faut un large rassemblement, comme ce fut le cas en France dans les mois qui précéderent le référendum sur la constitution européenne, partout en Europe et en Amérique.

Rien n'est perdu car les enjeux sont tels que les négociations sont très dures et risquent de s'éterniser. Le livre de Patrick Le Hyaric "Dracula contre les peuples" (éditions de l'Humanité) permet de comprendre tous les aspects du projet. Il faut le lire et le faire connaître pour que ce qui y est décrit ne voie jamais le jour.

Claude Mouget

Nouvelle marche pour "une fiscalité juste" le 8 février à Paris

Le collectif Stop-TVA, qui regroupe une vingtaine de partis, associations et syndicats comme le Front de Gauche, Attac, les Économistes atterrés, Solidaires ou le NPA, appelle à une nouvelle journée de mobilisation nationale "contre la hausse de la TVA et pour une fiscalité juste".

Au lendemain d'une conférence de presse dans laquelle le Président de la République a assumé l'accélération du cours libéral de sa politique et des cadeaux supplémentaires au grand patronat, le collectif "non à la hausse de la TVA" a lancé officiellement sa campagne et ses outils de mobilisation contre la hausse de la TVA et pour une fiscalité juste, écologique et solidaire.

Le collectif propose ainsi la tenue d'une vaste campagne de terrain dans toute la France, des collectifs unitaires locaux sur cette question et une journée nationale de mobilisation et manifestations, dont une manifestation à Paris le 8 février.

Cette journée de mobilisation fait suite aux manifestations du 1^{er} décembre 2013 qui avaient rassemblé plusieurs dizaines de milliers de participants lors d'une marche devant Bercy, le ministère de l'Économie et des Finances.

ANNONCES LÉGALES

Le journal La Voix du Peuple de Touraine est officiellement habilitée pour la publication des annonces judiciaires et légales dans le département de l'Indre-et-Loire (Arrêté PREF 31/12/2013) 4,14 euros HT/ligne. Ministère de la culture et de la communication (Arrêté du 20 décembre 2013, relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales NOR : MCE1240070A). La ligne se définit par 40 caractères, signes ou espaces de corps 6.

COMMUNE de CHATEAU-RENAULT ADAPTATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAINE AU PLU

Par délibération en date du 19 décembre 2013, le Conseil Municipal a décidé d'adapter le droit de préemption urbain sur les zones urbaines (U) et les zones à urbaniser (AU) délimitées par le PLU. Cette délibération est consultable en Mairie aux horaires et jours d'ouverture au public.

AVIS DE CONSTITUTION L.B.V. Société à responsabilité limitée

Au capital de 3 000 euros
Siège social : 115, rue de la Mairie
37520 La Riche

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Tours (37000) du 14 janvier 2014, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale : L.B.V.
Capital : 3000€ répartis également.
Siège social : 115, rue de la Mairie 37520 La Riche
Objet social : Vente en gros de produits alimentaires
Durée : 50 ans
Gérants : Catherine Legendre, demeurant 17 Ter rue Chesneau à La Riche (37520), Isabelle Bensimon, demeurant 115, rue de la Mairie à La Riche (37520), Philippe Conte, demeurant 10 rue Paul-Louis Courier à Tours (37000).
Immatriculation au RCS de Tours en cours.
Pour avis
Les gérants

ORATIO Avocats L. TORNIER - P. POUZET Z.A. des Peupleaires

BP 30197 49405 SAUMUR CEDEX.
CONSTITUTION
HOLDING CUZANGE BABOUIN
Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 24 Rue de la Bourde
37000 TOURS

Avis est donné de la constitution suivante :
Forme : Société à responsabilité limitée
Dénomination : HOLDING CUZANGE-BABOUIN
Siège : 24 Rue de la Bourde, 37000 TOURS
Objet : La direction et l'animation de toutes sociétés, l'acquisition, la gestion et la cession de participation, le travail du verre, le vitrail, la fabrication de peinture pour verre et plus généralement tous travaux liés à la restauration, la conservation et la création dans le domaine du patrimoine et de l'art ainsi que toute commercialisation de produits liés aux activités précitées.
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS
Capital : 10 000 euros
Gérance : Madame Laurence CUZANGE, demeurant Bois Bourdeil 37360 BEAUMONT LA RONCE et Monsieur Nicolas BABOUIN, demeurant 38 rue Elise Dreux 37000 TOURS
Immatriculation de la Société au RCS-DE TOURS.
Pour avis
La gérance.

Élections municipales / Saint-Pierre-des-Corps

Communiqué commun des sections du PCF et du PS de Saint-Pierre-des-Corps.

Depuis 1971, les Corpopétrusiennes et Corpopétrusiens ont manifesté avec constance leur attachement à la diversité de la gauche et à son rassemblement aux élections municipales.

Dans cette continuité les sections du PCF et du PS ont entamé une démarche pour rassembler les forces de gauche et proposent Marie-France Beaufils, pour conduire cette liste.

Nombreux sont les habitants de notre commune qui souffrent de la crise et de ses conséquences (hausse du chômage, impôts mal répartis, pouvoir d'achat affaibli...). Ils doivent trouver la solidarité indispensable auprès des services publics de notre ville, lieu privilégié pour une démocratie de proximité.

Nombreuses sont les familles qui, chaque année, font le choix de venir habiter à Saint-Pierre-des-Corps pour la qualité de la vie et ses services publics. Nous souhai-

tons persévérer dans cette voie par le maintien, le développement de ces services publics et leur adaptation pour répondre au mieux aux attentes de la population.

Les dotations d'État et de la Communauté d'agglomération, la réforme fiscale sont des sujets sur lesquels nos partis demandent des évolutions permettant à notre collectivité d'exercer sa responsabilité de manière convenable.

Nos deux partis s'engagent à agir en concertation avec les habitants dans ce sens.

Les mutualisations maîtrisées, les nouveaux champs de compétence ouverts par *Tour(s) plus* seront autant d'outils que la majorité étudiera, en veillant attentivement à l'intérêt de notre commune, dans l'optique d'améliorer le quotidien de nos concitoyens.

C'est au travers des actions municipales que nos partis feront vivre un projet politique fidèle aux valeurs de la gauche.

Vœux de la section de Saint-Pierre-des-Corps



Une centaine de personnes étaient présentes lors de l'invitation conviviale aux vœux de la section du Parti Communiste de Saint-Pierre-des-Corps.

Après l'intervention de Fabien Lemettré, secrétaire de la section, teintée des prochaines échéances électorales, municipales et européennes dans le climat politique général, les participants ont pu partager le verre de l'amitié et la galette.